Les enjeux politiques 2017 décrypter - comprendre – agir pour la démocratie

11 au 13 novembre 2016

DISCUSSIONS THEMATIQUES EN PETITS GROUPES.
Objectif : comment aborder le thème en débat public, quelles questions poser aux candidats.

1) **identité, laïcité** :
Il est important de redire ce qu'est la "Laïcité française" selon la loi de 1905, et qu'elle garantit la liberté de conscience, de religion, … et leur expression.
Changer notre regard : à propos du voile islamique par exemple (ou le burkini), arrêter de prendre les femmes musulmanes pour des victimes soumises, tenter de comprendre la personne, ce qu'elle veut dire d'elle-même, au lieu de projeter tout de suite un jugement lié à une signification imaginée dans notre tête.

2) **peuple, populisme :**
Le plus important est de créer du lien, donc questions aux futurs élus :
- Que ferez-vous par rapport aux restrictions budgétaires affectant les associations ?
- Allez-vous, lors des débats électoraux, évoquer les problèmes de santé physique et mentale généralement ignorés dans les débats ?
- Quelle place donnez-vous aux citoyens dans les prises de décision ?
- Vous paraît-il important des faire appel à des "ingénieurs du débat public" (voir ce qu'en dit Jo Spiegel, maire de Kingersheim)

Nota : il nous a été plus facile d'analyser les causes du populisme que d'envisager des remèdes.

3) Mondialisation, capitalisme
1 – Comment orienter l'épargne des ménages vers l'économie productive ?
2 – 'Made in France'. Quels objectifs ? Quelles limites ?
3 – Quelles mesures pour former les dirigeants (entreprises publiques et privées) ? Humanisme, valeurs, vision du monde, sens du travail, long terme.
4 – Quelles mesures pour que le secteur bancaire remplisse, par priorité, sa mission de financement du développement économique ? Et sa mission sociale ?
5 – Comment valoriser l'image du secteur productif ? (industrie – agriculture)
6 – Nous n'avons jamais été aussi riches, jamais aussi stressés, insatisfaits, anxieux.
7 – Etes-vous prêt à promouvoir la sobriété indispensable à la survie de l'humanité ?
8 – Aurez-vous le courage et les moyens de privilégier le long terme ? Comment ?
9 – Les citoyens attendent de leur Président de la République une vision à long terme pour leur pays dans le concert mondial. Etes-vous prêt ?
10 – Dumping fiscal, paradis fiscaux, etc.

4) Energie, changements climatiques, questions environnementales
Considérant que les crises environnementales et sociales sont intimement liées, nous pensons que la gestion de notre « maison commune » implique une approche intégrale des problèmes qui nous amène à vous poser un certain nombre de questions.
Q1. Comment comptez-vous vous concerter avec vos concitoyens pour développer chez eux une conscience écologique et vous appuyer sur elle dans vos actions ?
Q2. Quelle politique de l'emploi souhaitez-vous développer qui aille dans le sens de la transition écologique ?
Q3. Quelles mesures envisagez-vous de prendre pour que les plus démunis et les plus vulnérables de vos concitoyens puissent aussi être acteurs de la transition écologique ?
Q4. Quelles mesures êtes-vous prêt à prendre (au risque d'être impopulaire) pour
- réduire l'usage de la voiture au profit des transports en commun,
- développer le fret ferroviaire,
- réduire les déchets ménagers et les valoriser,
- réduire l'usage des pesticides,
- reconsidérer la place du nucléaire dans un mixte énergétique,
- aborder la question des ondes électromagnétiques...

Q5. Comment envisagez-vous de mobiliser les citoyens, les collectivités territoriales, la société civile, les entreprises pour développer des mesures qui permettent de satisfaire aux engagements pris par la France à la suite des accords de Paris lors de la Cop 21 ?

5) Migrants :

1) concernant la participation de la France à la politique migratoire européenne

- Quelle sera votre contribution aux Conseils européens sur les migrations concernant la police des frontières de l'Europe, les droits des migrants à la protection (révision de la liste des pays sûrs, prise en compte des conflits, et des conséquences du dérèglement climatique…)
- Rendrez-vous compte de ces conseils devant le Parlement et les médias pour sensibiliser la population sur la réalité des phénomènes migratoires et de la vie des migrants, afin que la politique migratoire soit compréhensible ?
- Comment respecterez-vous les engagements pris par la France sur la répartition des migrants et demandeurs d'asile entre les pays de l'UE ?
- Comment réglerez-vous la question de Calais et de Vintimille avec les gouvernements britannique et italien ?

2) en France

- êtes-vous favorable à un accueil inconditionnel des migrants, quelle que soit leur possibilité d'obtenir le droit d'asile ? Si oui, quelles structures mettrez-vous en place pour leur accueil ? Quel soutien apporterez-vous aux structures d'accueil bénévoles ?
- Que ferez-vous pour augmenter la capacité d'hébergement en France ?
- Pensez-vous simplifier le CESEDA ?
- Il y a dysfonctionnement des administrations en charge de l'attribution des titres de séjour : la dignité des personnes peut y être bafouée, les retards s'accumulent en maintenant ces personnes dans la clandestinité, le mensonge et la précarité. Quelles améliorations y apporterez-vous?
- Que ferez-vous pour faciliter l'insertion des étrangers : amélioration du CAI, apprentissage du français, formation professionnelle, droit de vote…..
- Notre économie repose en partie sur le travail clandestin d'immigrés sans papiers. Dans une perspective de relance économique, que ferez-vous pour mettre fin à cette exploitation et aux mensonges sur ceux qui « volent des emplois » ?
- L'afflux des migrants risque de continuer et de s'amplifier pour des raisons politiques, économiques et climatiques. Pour améliorer leur accueil dans les territoires et sortir de la peur, vous engagez-vous à renforcer la concertation :
    - entre les services de l'État et les élus locaux
    - entre les élus locaux et les habitants
- Trop de politiques jouent sur les peurs et la division au lieu d'apaiser. Que ferez-vous pour favoriser le vivre ensemble et pour valoriser le lien social et la diversité culturelle et religieuse (urbanisme, vie associative, école...)
- Accorderez- vous le droit de vote pour les élections locales aux résidents légaux hors UE ? selon quelles conditions ?

3) concernant les pays d'origine

- Avez-vous l'intention de favoriser des migrations circulaires en accordant plus de visas pour des séjours qui ne seront pas définitifs ?
- Concernant l'aide au développement : pensez-vous la renforcer ? Cesserez-vous de la conditionner aux accords de réadmission ? Cesserez-vous d'en affecter une partie au profit de Frontex (ou de ce qui le remplace) et une autre pour contenir les migrants en faisant des pays du sud de la Méditerranée les garde-frontières de l'Europe ?

6) **temps de travail, emploi, chômage**

Sachant que le niveau de la croissance est insuffisant pour créer le plein emploi et que le chômage est un des fléaux de notre société, que comptez – vous faire ?

- Comment changer le cadre légal pour favoriser et dynamiser les nouvelles formes de travail : multi-activités, création d'emploi nouveau, télétravail, économie sociale et solidaire ?
- Que comptez-vous faire pour accompagner l'arrivée des jeunes dans le monde du travail et le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée et des seniors ?

7) REVENU D'EXISTENCE : Quand on parle de revenu d'existence, il faut bien définir de quoi on parle. Beaucoup s'accordent sur la notion de revenu universel, inconditionnel et individuel. Universel car il concerne tous les citoyens sans exception de sorte qu'il n'est plus nécessaire de se justifier pour en disposer. Inconditionnel car l'Etat ne demandera rien en contrepartie. Individuel car versé pour chaque individu, et ne tient ainsi pas compte de la composition familiale.

C'est une solution qui montre tout de suite de nombreux atouts :

- lutter contre la grande pauvreté, mais cela dépend de son niveau (400 Euros ou un haut niveau à 1000 euros par citoyen ?) et quel périmètre de la population est concerné ? (quid des sans abris, des sans papier, des étrangers sur notre territoire.. ?)
- pouvoir en disposer en gardant sa dignité (ne pas avoir à quémander un minimum social, ne pas se justifier en terme de composition familiale)
- moins de pression pour trouver n'importe quel emploi à tout prix
- simplification administrative dans son application (on ne contrôle plus des critères)

Mais on voit rapidement que le système ainsi mis en place peut générer de nouveaux problèmes.

Quel sera son financement ? Certains verraient bien la suppression de la protection sociale pour le financer (vision ultra libérale de Milton Friedman). C'est alors la porte ouverte à la privatisation de l'éducation, la santé, le logement et de chacun …

D'autres proposent que le revenu universel se déduise du salaire net des salariés, ce qui soulage les entreprises. Et contribue à contourner le SMIC, Comment sera partagé le travail ? Sans travail humain rémunéré, peut on créer de la richesse ? (cf. G. Duval)

Le risque est aussi que l'Etat et la société s'affranchissent de trouver des réponses sur le délitement du lien social, les solidarités, pour inciter à la création de travail et d'activité (« ils ont un revenu suffisant pour vivre ») et lutter contre la pauvreté.

Car les citoyens pauvres veulent sortir de leur situation, de ces stigmatisations.

Enfin la question de l'inconditionnalité fait débat. L'Etat ne doit-il pas inciter à trouver une activité (au sens large bénévole ou salariée) qui permet de se rendre utile et de faire lien et ne pas s'isoler ?

La question que le groupe poserait aux candidats à la présidentielle : L'expérience montre que le plein emploi n'est pas possible. Le revenu d'existence fait-il partie de vos propositions ? Si oui dans quel projet politique, économique, fiscal et social et avec quelles solidarités peut-il être intégré ?

Références :

Alternatives économiques, novembre 2016 G Duval « Faut-il mettre en place un revenu de base ?
ATD quart monde septembre 2016 « Réflexions sur le revenu universel et le rapport Sirugue »
Sauvons l'Europe : revenu d'existence en Europe : cibler pour être efficace Benoit Bloissere octobre 2016

8) Europe :

Le sujet, vaste, de l'Europe génère de nombreux débats de nature clivante regroupés, mais non de manière exhaustive, autour de divers thèmes, comme

- La souveraineté (encore faut-il la définir, ainsi que ses attributs) ;
    - Faut-il sortir de l'Europe ?
    - Fédéralisme ou non ?
    - Faut-il sortir de l'Euro ?
- Les rapports entre l'Europe et les Etats (et les parlements nationaux) ;
    - Faut-il remettre en cause le rôle de la BCE en matière de régulation monétaire et budgétaire ?
    - De même pour le principe de subsidiarité (avec le risque de réduction de la visibilité de l'Europe) ?
- Le projet européen ;
    - Comment retrouver une unité de vue sur des sujets où elle est souhaitée (accueil migrants, protection sociale, fiscalité...)
    - Quelle politique migratoire commune ?
    - Quelle harmonisation fiscale ?
    - Les valeurs démocratiques européennes (traités et charte des droits)sont-elles compatibles avec les méthodes autoritaires en vigueur dans certains pays de l'UE ?
- Des préjugés ;
    - Quel est le vrai coût de fonctionnement de l'Europe ?

Le groupe de travail préconise

1. une opposition ferme du président à toute diminution des crédits des politiques européennes en faveur des jeunes (Erasmus, Leonardo, …) et, des députés, à toute baisse de la participation de la France au budget européen qui serait liée à une telle hypothèse ;
2. de retirer les dépenses militaires françaises faites au profit de tous pour le calcul du déficit budgétaire (cette préconisation soulève le problème des modalités de prise de décisions d'interventions, en s'interrogeant sur la possibilité de souveraineté partagée en la matière).